

# Cahiers ODena

*Au croisement des savoirs*

Cahier n° 2009-01. Synthèse de l'atelier

## LES AUTOCHTONES ET LA VILLE AU QUÉBEC : PERSPECTIVES SCIENTIFIQUES ET DÉFIS SOCIÉTAUX

Carole Lévesque, Édith Cloutier, Daniel Salée,  
Suzanne Dugré et Julie Cunningham

Montréal 2009



REGROUPEMENT  
DES CENTRES D'AMITIÉ  
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

DIALOG

Réseau de recherche et de connaissances  
relatives aux peuples autochtones  
Aboriginal Peoples Research and Knowledge Network

INRS

Université d'avant-garde



ODena

ARUC - CURA

Les Autochtones et la ville au Québec: identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance  
Aboriginal Peoples in Québec Cities: Identity, Mobility, Quality of Life and Governance

### **Cahiers ODENA. Au croisement des savoirs**

Cahier ODENA n° 2009-01. Synthèse de l'atelier

Titre : *Les Autochtones et la ville au Québec : perspectives scientifiques et défis sociétaux*

Auteurs : Carole Lévesque, Édith Cloutier, Daniel Salée, Suzanne Dugré et Julie Cunningham

Éditeur : Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Lieu de publication : Montréal

Date : 2009

### **Carole Lévesque**

Professeure, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

### **Édith Cloutier**

Présidente du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec; directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

### **Daniel Salée**

Professeur, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia

### **Suzanne Dugré**

Professeure, Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

### **Julie Cunningham**

Coordonnatrice du réseau DIALOG, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Éditique**

Céline Juin, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Révision linguistique**

Catherine Couturier, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Diffusion**

DIALOG. Le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal, Québec, Canada H2X 1E3

[reseadialog@ucs.inrs.ca](mailto:reseadialog@ucs.inrs.ca)

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

225, Chef Max Gros Louis

Wendake, QC G0A 4V0

[infos@rcaa.qc.ca](mailto:infos@rcaa.qc.ca)

### **Organisme subventionnaire**

L'Alliance de recherche ODENA est subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

### **Université d'accueil du Réseau DIALOG et de l'Alliance de recherche ODENA**

**INRS**

Université d'avant-garde

---

ISBN : 978-2-89575-246-2

ISSN : 2291-4161 (imprimé)

ISSN : 2291-417X (en ligne)

Dépôt légal : 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

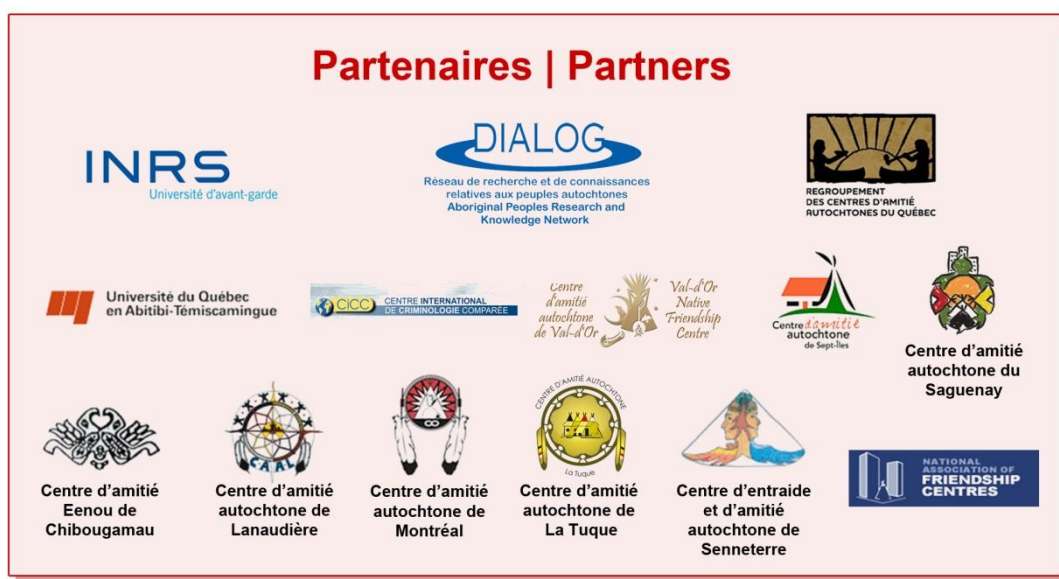
Bibliothèque et Archives Canada



**L'Alliance de recherche ODENA, à l'avant-garde de l'innovation sociale, offre des avenues alternatives dans la compréhension et la réponse aux défis individuels et sociétaux des Premiers Peuples au sein des villes du Québec. ODENA réunit des représentants de la société civile autochtone et des chercheurs universitaires engagés dans une démarche de coconstruction des connaissances afin d'améliorer la qualité de vie des Autochtones des villes et de renouveler les relations entre les Premiers Peuples et les autres citoyens du Québec dans un esprit d'égalité et de respect mutuel.**

ODENA est une initiative conjointe de DIALOG – Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec; elle est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Programme des Alliances de recherche universités-communautés, 2009-2014). Nouvelle alliance de recherche partenariale et interdisciplinaire, ODENA vise à soutenir le développement social, économique, politique et culturel de la population autochtone des villes québécoises et à mettre en valeur l'action collective des centres d'amitié autochtones du Québec. Cette alliance privilégie la recherche de proximité, le partage continu des savoirs et leur inscription directe dans les initiatives de reconstruction sociale mises de l'avant par les instances autochtones concernées. Les chercheurs et partenaires autochtones de l'Alliance ODENA entretiennent quatre objectifs de recherche et d'action :

- Tracer un portrait d'ensemble de la situation sociale, économique, culturelle, politique et juridique des Autochtones des villes afin de se doter de nouveaux indicateurs et de nouveaux mécanismes pour planifier l'action.
- Caractériser et évaluer, à l'échelle de chacun des centres, les pratiques et les programmes afin de modeler l'offre de services et de renforcer les capacités.
- Comprendre les défis actuels en matière de pauvreté, de santé, de racisme, de discrimination, d'exclusion, d'inégalité et d'insécurité afin de diversifier et de consolider les interventions en développement social.
- Identifier les conditions d'une nouvelle participation citoyenne et mettre en valeur l'action collective autochtone.





## Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	<b>1</b>
<b>Première partie : Matinée du 18 septembre 2009</b> .....	<b>3</b>
1.1 Ouverture.....	3
1.2 Le rôle du réseau DIALOG dans l'ARUC .....	4
1.3 Le rôle du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dans l'ARUC (RCAAQ).....	4
1.4 Des expériences d'ailleurs à connaître et à partager.....	5
1.5 L'importance de collaborer.....	6
1.6 L'expérience du Chantier de l'économie sociale .....	7
1.7 Un premier échange .....	9
• À propos des thèmes de recherche .....	9
• Le retour sur les raisons qui ont mené à la création de l'Alliance ODENA.....	10
• À propos du partenariat.....	11
• Des propositions formulées par le Regroupement.....	12
<b>Deuxième partie : Après-midi du 18 septembre 2009</b> .....	<b>13</b>
2.1 Ouverture.....	13
2.2 Mobiliser les connaissances .....	14
2.3 Un deuxième échange .....	
<b>Troisième partie : Matinée du 19 septembre 2009</b> .....	<b>17</b>
3.1 Ouverture.....	17
3.2 Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec .....	18
3.3 Le Centre Indien cri de Chibougamau.....	19
3.4 Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or .....	20
3.5 Le Centre d'amitié autochtone de La Tuque.....	22
3.6 Le Centre d'amitié autochtone de Montréal.....	23
3.7 Le Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre.....	24
3.8 Le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière.....	25
3.9 Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles.....	26
3.10 Un troisième échange .....	27
3.11 Décision concernant la création d'un comité de travail .....	30
<b>Annexe 1 : Évaluation de l'activité</b> .....	<b>31</b>
<b>Annexe 2 : Participants   Participantes</b> .....	<b>33</b>





## Avant-propos

### Faits saillants de la rencontre de démarrage

Le présent document rend compte de la rencontre de démarrage de l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) ODENA tenue les 18 et 19 septembre 2009 à Hôtel-Musée Premières Nations à Wendake, qui a réuni plus de trente-cinq personnes des milieux universitaires et du mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec. Le contenu des présentations de même que la teneur des échanges et des discussions ont été retranscrits. Les propos ont été organisés à l'intérieur de sections qui correspondent aux différents moments de cette rencontre. Dans la mesure du possible, le rythme des échanges a été respecté.

#### À propos de la recherche collaborative

- La recherche collaborative postule que la réalité est complexe par définition : de multiples interactions entre autant de facteurs composent la réalité; il n'est donc pas souhaitable de tirer des conclusions à propos d'un enjeu sans tenir compte de cette pluralité, de cette diversité.
- La collaboration entre milieux est mutuellement bénéfique lorsqu'elle s'incarne dans des partenaires qui reconnaissent leurs compétences et connaissances respectives : les apprentissages peuvent alors transcender les pratiques, les secteurs, les méthodologies, les épistémologies.
- Les membres d'une ARUC ont la responsabilité de faire connaître les réalisations importantes du projet auquel ils participent afin de mettre en valeur la recherche partenariale.
- Le choix d'adhérer à une ARUC repose sur la conviction que la recherche peut soutenir le changement social.

#### À propos des conditions de succès d'une ARUC

- Une certaine complicité entre chercheurs et organismes communautaires, de même que des qualités d'écoute et de respect, sont des conditions nécessaires au succès d'une ARUC.
- Le fait de réfléchir dès le départ aux moyens de diffusion et de les prévoir peut contribuer à réduire les répercussions négatives découlant d'une méconnaissance des attentes des uns et des autres. Le caractère public des résultats doit aussi faire l'objet de négociations.
- Pour que tous s'approprient l'ARUC et réussissent à trouver leur place dans le projet, il est nécessaire de se donner des objectifs et une démarche de recherche à long terme.
- Il est essentiel que les thèmes de recherche soient définis de façon conjointe et qu'à travers ce processus les parties se dotent d'un langage commun.
- Les mécanismes de fonctionnement de l'ARUC doivent soutenir le principe que les intérêts des partenaires de l'alliance sont d'égale importance; en pratique, cela signifie notamment que les recherches doivent être utiles et utilisables pour les centres.
- Les conséquences de la recherche doivent être comprises de part et d'autre. Il faut donc que toutes les parties consentent aux décisions prises et que le temps nécessaire à la prise de décision soit protégé.
- L'information doit circuler entre chercheurs, entre centres, entre comités. Des moyens de liaison et de communication doivent être mis en place.

### À propos de l'alliance ODENA en particulier

- Les concepts et le vocabulaire utilisés présentement pour décrire et parler de l'identité des Autochtones en milieu urbain s'avèrent inadéquats. Il faut travailler à définir des concepts (tels que diaspora, société civile autochtone) qui rendent compte avec plus de justesse des réalités urbaines.
- De nombreux chercheurs membres d'ODENA sont des spécialistes des questions urbaines; toutefois, il y a lieu de s'interroger sur la signification de l'urbanité autochtone. Il ne fait aucun doute qu'une réflexion conjointe pourra porter ses fruits.
- À chaque année le conseil d'administration du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) se penche sur les besoins des centres, sur les questions et les enjeux qui posent toujours problème sur le terrain. Pour ne pas s'égarer et demeurer efficace, il sera important que la planification d'ODENA s'arrime à la planification stratégique du Regroupement; à tout le moins, que la planification du Regroupement serve de référence au développement de nouvelles recherches.
- Bien que nous travaillions tous et toutes à un projet commun, il est important de ne pas brouiller les cartes en niant qu'il existe d'une part des savoir-faire spécifiques aux Premières Nations et, d'autre part, des savoirs universitaires. Il ne servirait à rien de nier ces différences. Il faut plutôt travailler à comprendre et à expliquer ces différences : c'est la base des rapports et de l'approche interculturels.
- Il faudra aussi s'interroger sur les rôles et les fonctions de médiation, de formation, de transmission : qui exercera ces rôles dans la chaîne de traduction de l'information? Comment? Pour qui? À quelles fins?
- Comment agir à partir de la connaissance coproduite — « now what? » — est sans doute le principal défi de la mobilisation des connaissances. De nouveaux outils et méthodes de communication devront être élaborés, différentes façons d'apprendre devront être expérimentées et mises en œuvre. Il faudra innover et faire preuve de créativité.
- Le texte écrit n'est qu'un médium de transmission des savoirs parmi d'autres : le son, la musique, les arts visuels, le théâtre sont aussi des véhicules qui permettent une mobilisation des savoirs et des connaissances.

### À propos du rôle des chercheurs

- Il existe plusieurs manières de concevoir le rôle des chercheurs au sein de l'équipe. Certains considèrent que l'objectivité est le meilleur allié du militantisme, tandis que d'autres considèrent que leur présence dans l'alliance ODENA traduit d'emblée une posture plus claire en termes d'engagement social.
- Les co-directrices ne comptent pas imposer de lignes directrices à ce sujet; les gens sont libres de se positionner comme ils le souhaitent par rapport à cette question.

### À propos de l'arrimage entre l'ARUC et l'action des centres d'amitié

- Un des principaux défis sera d'arrimer l'ARUC à l'action du Regroupement et des centres.
- Une approche proactive en regard des dossiers d'actualité est souhaitée.
- Les centres doivent avoir à leur disposition des données probantes : un objectif-phare à atteindre.
- Une distinction doit être faite entre les besoins d'information à l'échelle des centres et ceux qui pourraient avoir une portée sur la scène publique. Les produits ne seront pas les mêmes selon qu'ils seront destinés au mouvement des centres ou à l'extérieur. Néanmoins, il faut qu'à l'interne les stratégies et pratiques soient bien conceptualisées et claires, sans quoi l'efficacité des représentations publiques pourrait être compromise.
- Il faut aussi que nous nous donnions les moyens d'effectuer un suivi continu des dossiers en cours.





## Première partie

### Matinée du 18 septembre 2009

#### 1.1 Ouverture

Les propos d'ouverture ont été prononcés par Oscar Kistabish, président du conseil d'administration du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Avec toute sa sagesse, monsieur Kistabish a illustré les composantes du défi partenarial en parlant des savoirs rattachés à la production de mocassins et de chaussures, tous deux requérant la mise en application de connaissances particulières et engendrant des avantages différents pour les utilisateurs. Être partenaires peut vouloir dire travailler côte-à-côte dans l'objectif de mieux se connaître et de mieux se comprendre; à nous de voir par quels moyens nous y parviendrons.

Par la suite, chacun des participants et des participantes a eu l'occasion de se présenter. Les codirectrices ont souligné entre autres que cette rencontre constituait l'aboutissement de plusieurs années d'échange et de discussions, mais aussi le point de départ d'un nouveau projet à construire et à faire grandir.



Jo-Ann Toulouse; Josée Goulet; Édith Cloutier;  
Carole Lévesque; Peter Levesque



Frédéric Lesemann; Tanya Sirois; Amélie Lainé;  
Brett Pineau



L'assemblée



L'assemblée

## 1.2 Le rôle du réseau DIALOG dans l'ARUC

L'alliance de recherche ODENA a pris naissance au sein de DIALOG — Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones. Elle repose sur les liens que les chercheurs et les partenaires autochtones du mouvement des Centres d'amitié ont développés depuis 2004 à travers les échanges, les consultations et les activités réalisés dans le cadre de DIALOG. Ce projet résulte donc de la mise en commun des expertises et des savoirs des chercheurs et des collaborateurs autochtones. Ce ne sont pas toutes les alliances de recherche (ARUC) qui débutent sur des bases aussi solides. En rappelant à l'assemblée les étapes qui ont conduit à la conception de l'alliance ODENA, la codirectrice Carole Lévesque a souligné à quel point ce projet était une illustration de la vision, de la mission et de l'engagement de DIALOG. Un des principaux termes de sa mission est en effet de favoriser une meilleure compréhension des réalités historiques, sociales, économiques et politiques du monde autochtone, des enjeux contemporains et des relations entre Autochtones et non-autochtones en misant sur la coconstruction des connaissances et en favorisant la prise en compte des besoins, perspectives et approches des Autochtones en matière de recherche et de politiques publiques.

## 1.3 Le rôle du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dans l'ARUC (RCAAQ)

Le Regroupement a aussi fait état de sa vision et de son mandat, en mettant en évidence les animaux choisis pour symboliser ses actions. Il se donne comme objectif d'agir et de prévoir à long terme comme l'aigle, l'oiseau qui vole le plus haut et qui de cette hauteur repère ses destinations. La tortue représente la terre-mère et illustre l'ancrage collectif au sein des communautés, un objectif qui permet de répondre aux besoins des gens concernés. Les bébés outardes symbolisent, quant à elles, la jeunesse autochtone. Étant donné le poids démographique des jeunes parmi la population autochtone, il y a déjà plusieurs années que la place des jeunes a été reconnue au sein de l'organisme et qu'elle se reflète autant dans la programmation que dans la structure de gouvernance. En témoigne le conseil jeunesse et les sièges qui lui sont réservés au niveau provincial et national. Ce choix est cohérent avec la vision du Regroupement selon laquelle on ne peut espérer des jeunes qu'ils changent le monde si on ne leur donne pas les moyens de leurs convictions. Enfin, la loutre représente le lieu de concertation qu'est le Regroupement. Animal curieux et loquace, la loutre semble toujours prête à agir et à interagir. Le Regroupement se présente donc comme le lieu où l'on échange les bonnes pratiques développées dans les autres centres.

La codirectrice Édith Cloutier a également expliqué que le Regroupement soutient non seulement les centres d'amitié déjà institués mais aussi les communautés autochtones urbaines mobilisées comme c'est le cas présentement à Chicoutimi et à Trois-Rivières. La prochaine étape à cet égard sera d'explorer la possibilité qu'un nouveau centre d'amitié autochtone soit établi dans chacune de ces villes.



L'assemblée

#### 1.4 Des expériences d'ailleurs à connaître et à partager

Pour offrir un contenu différent et contextualiser les finalités et objectifs du Programme des alliances de recherche universités-communautés (ARUC), les codirectrices avaient invité **Peter Levesque** — directeur de Knowledge Mobilization Works, membre du comité conseil de DIALOG et ancien agent de programme au CRSH associé de près à la création du programme ARUC — afin qu'il fasse état de son expérience en ce domaine et agisse comme observateur-commentateur au cours de cette première journée. Dans la même veine, **Marie-Hélène Méthé** — directrice-générale adjointe et responsable des régions, Chantier de l'économie sociale — avait également été invitée à partager son expérience à titre de partenaire dans l'ARUC en économie sociale de l'UQAM et à prendre part aux échanges.

## 1.5 L'importance de collaborer

**L**a réalité est complexe! Voilà la prémisse qui a alimenté la création du programme des ARUC dès le début. Constatant qu'un phénomène social ne peut être étudié de manière isolée, que l'on doit reconstituer les interactions entre de multiples facteurs pour pouvoir saisir et circonscrire une situation donnée, il devient évident qu'il n'est plus possible de travailler seul ou d'effectuer une recherche sans consulter et collaborer, sans former des partenariats.

Mais la question de savoir pourquoi il devient important de collaborer, si on prend en considération les contraintes liées aux ressources du milieu communautaire, se pose inévitablement. Il importe donc que la collaboration procure des bénéfices pour tous : les chercheurs, les organismes communautaires, l'industrie, le gouvernement, les étudiants, etc. Les ARUC visent donc à rallier tous ces gens : c'est un pont qui se construit, des passerelles qui s'installent. Aujourd'hui, après de nombreuses discussions à l'égard des « risques » que peuvent comporter les partenariats de recherche, le programme est devenu en quelque sorte un compromis entre science et intégration du point de vue communautaire. Les fils sont réunis mais le programme est fragile car un mouvement de résistance persiste dans le monde universitaire : on critique le programme ARUC en mettant en cause ses retombées davantage sociales que scientifiques.

Cette résistance confirme la nécessité pour chacun des membres d'une ARUC de faire connaître les réalisations importantes du projet auquel ils sont liés. Après 10 ans, le programme a porté ses fruits : il existe maintenant des partenariats, des liens et des étudiants sensibilisés à l'importance de mener des recherches contextualisées et ancrées (community-based research). Il importe maintenant de les faire connaître, de leur offrir la visibilité souhaitée. En d'autres termes, on doit pouvoir mobiliser ces connaissances produites par à l'aide de méthodes non-conventionnelles, plus classiques. Ce défi est réel car le programme ARUC existe depuis onze ans. Pourtant, au sein des organismes subventionnaires et dans les universités, il est souvent traité comme un nouveau programme, comme si son utilité restait à démontrer. Dans un sens, c'est un peu normal, car les pratiques de recherche encouragées par le programme remettent en question les principes d'objectivité et de liberté scientifique.



**PETER LEVESQUE**  
**DIRECTEUR, KNOWLEDGE MOBILIZATION WORKS**

## 1.6 L'expérience du Chantier de l'économie sociale

**L**e Chantier de l'économie sociale (CES) est une organisation nationale à l'œuvre depuis dix ans. L'Alliance de recherche en économie sociale de l'UQAM (ARUC-ES), quant à elle, termine en 2009 sa dixième année d'activités. Un bilan est à venir. En rétrospective, on peut constater que le contexte a changé en milieu communautaire car il y a maintenant de nombreux jeunes universitaires qui choisissent d'y travailler. À propos de l'expérience partenariale même, il y a plusieurs points à retenir. Le premier est qu'il faut un minimum de complicité entre chercheurs et représentants des organismes communautaires, une reconnaissance réciproque de part et d'autre. Ceci implique que tous aient la volonté de s'asseoir ensemble et de bien définir les objectifs du projet. Même si de part et d'autre les impératifs sont différents, il importe que tous embarquent dans le même wagon en même temps.



*Autre point important : l'écoute et le respect du savoir de l'autre. Il importe de décoder au fur et à mesure, le dit et le non-dit. Il ne faut pas non plus négliger de définir des moyens de diffusion dès le départ. Il sera évidemment possible par la suite de changer les décisions prises mais les lignes directrices concernant la diffusion des résultats, savoirs, expériences, doivent être explicitées. Construire l'arrimage entre les besoins des praticiens et ceux des chercheurs (à travers des produits conjoints par exemple) est un défi constant. Dans la même optique, il faut aussi prévoir des mécanismes de diffusion et de transfert de connaissances de part et d'autre. Un commentaire à l'intention des chercheurs : ils doivent réaliser qu'il existe une chose qui s'appelle l'intelligence des gens de terrain. C'est seulement en reconnaissant cet état de fait qu'il sera possible de s'accueillir mutuellement et de collaborer dans une aventure collective.*

**MARIE-HÉLÈNE MÉTHÉ**  
**DIRECTRICE ADJOINTE ET RESPONSABLE**  
**DES RÉGIONS AU CHANTIER QUÉBÉCOIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**



Konrad Sioui, Grand Chef de Wendake; Édith Cloutier; Carole Lévesque; Daniel Coderre, directeur général de l'INRS



Édith Cloutier; Josée Goulet; Philip Etapp; Amélie Lainé; Tanya Sirois

## 1.7 Un premier échange

À la suite de ces présentations, les participants/les participantes ont été invités à exprimer leurs préoccupations, à formuler des questions et à faire connaître leurs points de vue. Les propos exprimés au cours de cette première séance ont été regroupés sous quatre rubriques : 1) les préoccupations autour des thèmes de recherche; 2) un retour sur la démarche qui a conduit à la création de l'Alliance ODENA; 3) les préoccupations à propos du partenariat; 4) des propositions formulées par le Regroupement.

### À propos des thèmes de recherche

Des chercheurs ont très rapidement souligné qu'ils appréciaient la mise en contexte et le temps consacré à l'introduction; toutefois, ils étaient préoccupés, soulignaient-ils, par l'importance de connaître dès le départ les objectifs de recherche, de se doter d'une stratégie de recherche et d'identifier rapidement les thèmes qui allaient être étudiés. Bien que conscientes de l'intérêt d'entrer rapidement dans le vif de la recherche proprement dite, les codirectrices ont rappelé qu'il ne fallait pas oublier l'ensemble du projet partenarial qui doit se construire bien en amont du travail à faire. Elles ont également rappelé que la proposition initiale contient déjà des assises solides en matière de recherche. Les échanges se sont poursuivis autour des thèmes de recherche. Plusieurs questions ont porté sur la possibilité de définir de nouveaux thèmes de recherche.

#### ▪ Les perceptions des chercheurs

Certains chercheurs ont exprimé un malaise à l'égard des propos d'introduction qui faisaient clairement état de l'existence de barrières entre le monde universitaire et le milieu communautaire (gens de terrain). Ces frontières existent-elles vraiment ou fait-on fausse route en formulant des mises en garde à partir d'expériences différentes? Cette crainte a amené quelques personnes à se questionner sur la façon de gérer l'émergence de nouveaux thèmes de recherche? Existe-t-il des outils ou des mécanismes qui permettraient la médiation dans les cas où des divergences d'intérêts apparaîtraient?

#### ▪ Les perceptions du milieu communautaire

Du côté du Regroupement, on a souligné que de nouveaux thèmes de recherche peuvent tout autant être proposés par les praticiens, les gens des centres, et non seulement par les chercheurs. À chaque année, les gens des centres participent à des exercices de planification stratégique au cours desquels de nombreux sujets de recherche potentiels sont identifiés. Est-il envisageable que la programmation de recherche s'arrime au processus de planification stratégique déployé au RCAAQ?

#### ▪ L'expérience du chantier en économie sociale

Marie-Hélène Méthé avait quelques précisions à apporter par rapport à ces deux questionnements. Dès le stade de la lettre d'intention, le Chantier de l'économie sociale avait identifié des thèmes de recherche jugés importants. En fait, ceux-ci avaient été sélectionnés à partir des projets existants : vingt-sept projets portant sur une variété de thèmes tels que l'habitation, le logement communautaire, le développement local et régional, les CPE et les garderies, etc. Ces projets campaient en quelque sorte les orientations de la recherche afin qu'elle soit utile au Chantier dès le début. En ce qui a trait aux « nouveaux » thèmes de recherche, ils ont été adoptés conjointement, au cas par cas. Le Chantier a aussi produit des outils (des guides) pour informer le public des enjeux qui surviennent en cours de route; ceux-ci sont disponibles sur le Web.

En ce qui concerne l'arrimage entre la planification et la programmation de recherche, il n'a pas réellement eu lieu durant la première phase de l'ARUC-ES car les premières recherches découlaient de projets déjà amorcés. Par contre, il est évident que le Chantier avait des attentes précises envers les universitaires. Par exemple, il était très important que l'économie sociale, comme concept et comme mouvement social, imprègne les universités. L'ARUC est devenue en quelque sorte un véhicule pour que l'économie sociale se construise comme un domaine de recherche à part entière. Avec la contribution des chercheurs, il a été possible de donner une certaine légitimité à l'économie sociale plutôt perçue jusque-là comme « collectiviste ». Conceptualiser et théoriser ce qui était fait par le Chantier était aussi un besoin. En réponse à ces besoins, les actions des chercheurs et des gens du Chantier se sont bien coordonnées dès le départ. Dans la deuxième phase de l'ARUC, l'arrimage s'est confirmé entre planification stratégique et programmation de recherche. En rétrospective, on constate au Chantier que le fait d'apprendre à travailler ensemble a progressivement teinté le travail fait par les partenaires dans leurs milieux respectifs : l'approche de l'économie sociale permet de remettre en question l'idée — et l'idéologie — du développement; les projets qui incarnent l'économie sociale sont donc forcément dynamiques.

### **Le retour sur les raisons qui ont mené à la création de l'Alliance ODENA**

#### **▪ Les commentaires du Regroupement**

Constatant la nature des commentaires énoncés de part et d'autre, les représentantes du Regroupement ont jugé bon d'effectuer un retour en arrière pour situer leur décision de devenir partenaire dans la présente alliance de recherche.

*Premier point :* Dans l'ouest du pays, la présence des Autochtones dans les villes remonte aux années 1950. Ce contexte particulier a fait en sorte que les champs de recherche et les mouvements de mobilisation sociale se sont grandement développés au cours des dernières années.

*Deuxième point :* Au Québec, la situation est différente justement parce que la présence des Autochtones en ville est un phénomène plus récent que dans l'Ouest. Contrairement aux communautés, notamment criées et inuit, avec lesquelles les projets de recherche se sont multipliés depuis les années 1950, le développement de rapports entre le monde de la recherche et le milieu urbain est plus récent : les connaissances sur les réalités urbaines sont donc aussi plus limitées. Pour résumer l'état de ces nouvelles relations, il suffit de regarder les liens qui existent depuis quatre ans entre le Regroupement et le réseau DIALOG. La caractérisation de la réalité urbaine, dans le temps et dans l'espace, n'existe pas, car la préoccupation urbaine n'est pas la même que celle des communautés. Il existe donc un besoin tangible de combler ces lacunes informationnelles.

*Troisième point :* Les centres d'amitié autochtones se perçoivent comme des agents de changement et considèrent que la recherche et le développement de nouvelles connaissances par rapport au milieu appuiera ce changement social.

*Quatrième point :* Le RCAAQ considère que cette Alliance est une occasion d'apprentissage pour tous : elle sera le lieu où se dérouleront des échanges entre personnes possédant des compétences, des savoirs et des points de vue différents. Le monde de la recherche n'est pas seulement une infrastructure, il compte aussi des gens.

Le Regroupement a aussi rappelé que d'autres informations contextuelles doivent être comprises par les chercheurs à propos de la recherche relative aux peuples autochtones, car celles-ci influenceront, forcément, le déroulement d'ODENA. Dans le passé, on faisait de la



recherche **SUR** les Autochtones. Même si ce n'est plus acceptable aujourd'hui, il reste des traces de ce passé, de telle sorte qu'une certaine résistance parmi les gens des centres s'est observée en ce qui concerne ODENA. Le fait que la contribution de certaines communautés à des projets de recherche leur a parfois été nuisible, notamment en ayant pour conséquence d'entraver leurs revendications, voire en entachant la légitimité de ces revendications, colore les perceptions à l'égard de la recherche. Cette histoire fait en sorte que les participants d'ODENA n'auront pas le choix de contribuer à la construction de nouveaux liens de confiance entre tous.

### À propos du partenariat

#### ▪ Les points de vue des centres

*Langage commun.* Des représentants des centres ont déjà participé à des projets de recherche. Leur expérience a été variable mais plusieurs aspects étaient l'objet de préoccupations partagées, notamment la difficulté que pose la compréhension du langage universitaire. Plusieurs ont affirmé qu'il était important que soit développé un langage commun afin que les interprétations des résultats de recherche soient les mêmes autant pour les chercheurs que pour les gens des centres.

*Utilité des recherches.* Les priorités des centres doivent être autant prises en compte que les priorités de recherche des universitaires. Cela signifie qu'il importe que le chercheur ne soit pas le seul à diriger le déroulement des différents projets de recherche; il faut aussi que les participants des centres contribuent à l'identification des thèmes à étudier. Pour atteindre cet objectif, il est envisageable que chacun des centres désigne une personne-ressource qui s'assure que les recherches soient utiles et utilisables pour les centres. Les bénéfices de la recherche doivent être également partagés; par exemple, la rédaction d'une thèse n'est pas, en soi, utile pour les gens de terrain. Il faut donc que certains volets ou publications soient axés sur les besoins et les méthodes d'apprentissage des participants aux recherches. Il faut que les recherches effectuées deviennent des outils en appui à l'action des centres, pour qu'ils puissent démontrer ce qu'ils avancent. Il faut que les chercheurs comprennent qu'ils ont besoin des collaborateurs des centres, et vice-versa.

*Propriété intellectuelle.* Une autre préoccupation importante concerne la propriété des données et des résultats : cette responsabilité ne peut pas être uniquement celle des chercheurs, et le caractère public des résultats doit parfois être négocié. Il faut aussi que les conséquences de la recherche soient comprises de part et d'autre.

*Communication et circulation de l'information.* Si un centre participe à une étude, il faut que la direction de l'ARUC soit au courant de tout de ce qui se passe, et donc que l'information circule.

#### ▪ Les points de vue des chercheurs

Dans l'ensemble, les chercheurs ont souligné qu'ils partageaient les préoccupations des centres évoquées à plusieurs reprises. Ils ont souligné que dans tout projet de recherche réellement partenarial, il est inévitable que des négociations aient lieu; la prise de décision impliquera forcément que les gens tiennent compte du contexte et des cas particuliers. Il arrive que des résultats de recherche ne puissent pas être rendus publics car le milieu n'est pas toujours prêt au changement. Du point de vue de plusieurs chercheurs, une telle situation peut se négocier. On s'entend cependant pour constater que les résultats de recherche ne peuvent appartenir strictement à une partie ou à l'autre, mais bien aux deux.

## Des propositions formulées par le Regroupement

### ▪ L'émergence d'une classe moyenne autochtone au Québec

Ce questionnement, abordé aussi dans les termes d'une diaspora autochtone, est lié au constat que les concepts présentement utilisés pour aborder les questions identitaires en ce qui concerne les Autochtones en milieu urbain sont inadéquats. Il y a, d'une part, le sentiment d'appartenance à la communauté d'origine qui forcément teinte à un niveau ou à un autre l'identité des Autochtones « urbains »; d'autre part, et c'est souvent cette dimension qui est conceptuellement laissée pour compte, les Autochtones « urbains » s'identifient à quelque chose d'autre qui est intimement lié à leurs parcours dans les villes. L'interaction de ces deux facettes, c'est-à-dire le fait que les résidents autochtones des villes soient en mesure de bien comprendre le mode de vie en communauté et le mode de vie dans la culture « dominante » ou québécoise, fait en sorte que les « urbains » semblent en bonne posture pour changer quelque chose à l'échelle de l'ensemble des Premières Nations et des communautés (réserves). C'est un peu dans cette optique que le Regroupement envisage d'utiliser les termes « classes moyennes » ou « diaspora » pour parler à la fois de l'identité, de la vision à long terme, du rôle et du travail des Autochtones dans les villes du Québec. Trop souvent, on oppose encore tradition et contemporanéité pour discuter de l'identité des Autochtones en ville et la comprendre. Ce qui est en cause est pourtant beaucoup plus riche et complexe.

### ▪ La place citoyenne et la société civile

Dans le même ordre d'idées, le Regroupement a rappelé sa raison d'être à l'ensemble des participants : redonner une place citoyenne aux Autochtones qui vivent en ville. En dépit de la *Loi sur les Indiens*, qui définit les conditions du statut autochtone (qui est ou n'est pas Indien), le mouvement des centres d'amitié autochtones contribue, à sa manière, à rebâtir les communautés. Conséquemment, on souhaiterait voir émerger dans le contexte d'ODENA un concept totalement évacué en communauté (réserve) : la société civile autochtone. La société civile étant un agent de changement, il y a sûrement lieu de penser l'action collective d'ODENA dans ces termes.



## Deuxième partie

### Après-midi du 18 septembre 2009

#### 2.1 Ouverture

Les activités de l'après-midi ont débuté par une seconde présentation de Peter Levesque. L'accent a été mis cette fois-ci sur la mobilisation des connaissances et sur les défis qui se posent à cet égard autant en milieu universitaire qu'en milieu communautaire. Même s'il s'agit d'une approche relativement nouvelle, il existe déjà des outils et de nouveaux produits de connaissances dont on pourrait s'inspirer. À la suite de cette présentation, les échanges entre les participants/les participantes se sont poursuivis.



Janet Mark; Oscar Kistabish



L'assemblée



Daniel Salée; Suzanne Dugré; Suzanne Manningham



L'assemblée

## 2.2 Mobiliser les connaissances

**T**ravaillant dans deux mondes, le monde universitaire et le monde communautaire, je réfléchis constamment à la circulation et à la transformation de l'information. Effectivement, si l'on se place du point de vue communautaire, un article scientifique qui paraît dans un périodique évalué par les pairs n'est probablement pas l'outil tant attendu par les gens du communautaire, surtout après qu'ils eurent investi temps et efforts dans un projet de recherche. En deux mots, l'arrimage entre un projet de recherche partenarial et la mobilisation des connaissances peut être difficile. Mais il existe des outils qui permettent de trouver des pistes de solution et de répondre aux défis de cette nature. Par exemple, le Centre for Addiction and Mental Health (Ontario) a développé une feuille de route qui explique les diverses étapes à suivre si l'on veut s'assurer que la connaissance est mobilisée. Ce même centre a aussi développé d'autres outils comme un aide-mémoire pour l'échange des connaissances.

Une autre façon de fonctionner est de se poser les questions suivantes afin de se situer dans le processus de mobilisation des connaissances : 1) *Quoi? (What?)* : de quoi s'agit-il?; 2) *Et alors? (So what?)* : qu'est-ce que cela me permet de comprendre de plus?; 3) *Et maintenant? (Now what?)* : qu'est-ce que je peux faire avec ces nouvelles connaissances? Il y a de multiples éléments à prendre en considération lorsque nous formulons nos questions de recherche (*What?*) : les intérêts, les besoins, etc. Ensuite intervient un ensemble d'incitatifs qui permettent de passer à l'autre étape (*So what?*) : la recherche de sens, l'analyse, les interprétations, etc. Répondre à cette question et faire cet exercice est souvent la partie du travail de recherche qui stimule le plus les universitaires. Les partenaires communautaires, quant à eux, s'intéressent plutôt au « *Now what?* ». La pierre d'achoppement est justement là : il est généralement difficile de trouver des réponses au « *now what?* », de faire le lien entre la théorie et la pratique. Ici encore il existe une série de produits et d'applications qui permettent d'y arriver : les politiques publiques, les procédures, les programmes, les compétences individuelles, les pratiques, etc.

Étant donné que le programme ARUC intègre un volet de mobilisation des connaissances, il est essentiel de réfléchir autant au début que tout au long du projet à la question « *que pourront faire les centres d'amitiés autochtones avec ces nouvelles connaissances?* », notamment dans le cadre des réunions des comités d'orientation ou de planification stratégique, pour réfléchir en même temps aux stratégies qui seront déployées pour arriver à transformer la connaissance en action, à avoir un impact positif dans le quotidien des partenaires communautaires.

En somme, les participants d'ODENA doivent être prêts à créer de nouveaux outils et de nouveaux moyens de communication, de même qu'à expérimenter et à développer différents types d'apprentissage. Le texte écrit n'est qu'un moyen de transmission de savoirs parmi d'autres : le son, la musique, les arts visuels, le théâtre sont autant de véhicules qui permettent à la connaissance d'être mobilisée, bonifiée et rendue utile pour la communauté. Chacun devra être conscient que le monde de la recherche est fortement axé sur les modes de transmission et contenus de types universitaires et qu'il faudra prévoir des mécanismes pour permettre aux « *conversations* » et aux « *échanges* » de sortir du cadre de la recherche.

**PETER LEVESQUE**  
**DIRECTEUR, KNOWLEDGE MOBILIZATION WORKS**

## 2.3 Un deuxième échange

### Quel langage adopterons-nous?

#### Côté chercheurs

La question de la circulation de l'information et de la diffusion des connaissances est très liée à la complexité du langage utilisé pour parler des enjeux et des problématiques. Peut-être que des formations communes pourront permettre de surmonter ce défi. Par exemple, les participants des centres voudront sans doute partager avec leurs collègues de travail leurs apprentissages et expériences au sein d'ODENA. Dans cette optique, il sera possible de planifier des sessions de formation qui viseront une meilleure communication entre chercheurs et collaborateurs. Diverses stratégies pourront être explorées et des expériences réalisées dans des contextes semblables à celui qui nous rassemble pourront nous inspirer.

#### Côté collaborateurs

La perspective de participer à des formations semble très importante. Déjà, plusieurs commencent à entrevoir les finalités de l'Alliance ODENA; de là à être en mesure d'en faire un compte rendu précis à ses collègues des centres, il y a toute une différence. L'objectif sera-t-il que tout le monde dans les centres comprennent ODENA? Est-ce que les gens des centres seront responsables de cette tâche?

Il faut aussi informer les chercheurs que les structures de fonctionnement ne sont pas les mêmes d'un centre à l'autre : ils devront donc s'adapter à plusieurs situations et contextes.

### Les statuts et les rôles

#### Côté chercheurs

La discussion a permis de constater que les points de vue divergent entre chercheurs à propos des statuts. Certains considèrent que chercheurs et gens de terrain sont tous des praticiens à un degré ou à un autre, que le type de savoirs détenu par les uns ou les autres est dynamique, de même que les statuts respectifs des individus. D'autres chercheurs, par contre, soulignent qu'il y a des distinctions importantes : la réalité d'un chercheur et celle d'un praticien n'est en général pas la même, si bien qu'il est nécessaire d'expliquer les spécificités propres à un milieu et à l'autre. La nécessité d'expliquer les identités et les visions des choses est à la base des rapports et de l'approche interculturels. Après avoir expliqué qui l'on est et pourquoi on pense d'une manière plutôt que d'une autre, il devient possible de négocier.

#### Côté collaborateurs

Il y a de nettes distinctions à faire entre chercheurs et praticiens. Il y a en effet des savoirs et des savoir-faire propres aux Premières Nations. Il y a donc un certain risque de faire fausse route si on part du constat que ces deux mondes ne sont pas distincts. Il y a de nombreux exemples, seulement en se rapportant à cette première journée de la rencontre de démarrage d'ODENA. Les gens du Regroupement et des centres savent exactement à quel moment et dans quel contexte apparaît une frontière. Exemple banal : pour les gens des centres, lorsqu'il est question de communauté, on fait automatiquement référence aux réserves. Il y a aussi des différences dans les savoirs, dans les manières de voir et de penser. Les gens des centres, en plus d'être praticiens, sont spécialistes de la question autochtone. Il ne faut pas perdre cela de vue.



Grand Chef Konrad Sioui, Wendake, lors du lancement



Josée Goulet; Amélie Lainé

## Troisième partie

### Matinée du 19 septembre 2009

#### 3.1 Ouverture

Les représentants des centres d'amitié prirent la parole durant la matinée du 19 septembre pour présenter leur réalité. Les codirectrices ont débuté la séance avec le vidéo corporatif du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, réalisé à l'occasion de son 35<sup>e</sup> anniversaire.

Ce vidéo met en scène la directrice du centre, Édith Cloutier, des membres du conseil d'administration — notamment Janet Mark et Oscar Kistabish —, de nombreux intervenants et employés du CAAVD. D'autres Autochtones — jeunes et moins jeunes — qui fréquentent régulièrement le centre ont évoqué les raisons pour lesquelles ils y viennent et ont parlé de ce que le centre leur apporte. De manière générale, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est, de l'avis de tous et toutes, l'« incubateur des leaders autochtones de demain ». Touchant tant par son contenu que par la qualité de sa réalisation, notamment sur le plan musical, ce DVD d'une vingtaine de minutes explique fort bien la mission et les actions du centre. Par la suite, les représentants/les représentantes du Regroupement et de chacun des centres ont pris la parole afin de présenter leur organisme respectif.



Édith Cloutier; Carole Lévesque



Le public lors du lancement



Le public lors du lancement



Patricia Auclair; Christine Jean

### 3.2 Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

**L**e Regroupement est l'instance porte-parole du mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec, tant à l'échelle provinciale que nationale et internationale. Il est aussi le catalyseur d'une mission partagée par sept centres d'amitié autochtones du Québec et par deux communautés autochtones urbaines en processus de mobilisation à Chicoutimi (Saguenay) et à Trois-Rivières; en effet, même s'il n'existe pas encore centre d'amitié autochtone dans ces villes, le Regroupement intègre depuis cette année ces deux communautés. La mission du RCAAQ est de militer en faveur des intérêts des Autochtones en milieu urbain et de supporter l'action des centres. Cela signifie de façon plus concrète que le Regroupement met de l'avant des initiatives autonomes et indépendantes afin d'influencer les décisions en matière de politiques publiques, afin qu'elles aient un impact sur la vie et les conditions de vie des Autochtones composant avec la réalité urbaine.

Depuis plusieurs années, le Regroupement investit beaucoup d'énergie et de ressources dans le développement d'un secteur jeunesse; ce choix est intrinsèquement lié aux besoins auxquels nous devons faire face et aux services susceptibles de leur répondre. En effet, la hausse de la demande de la part de la clientèle jeunesse s'explique en partie par l'explosion démographique que vivent les Premières Nations aux quatre coins de la province. Elle s'explique aussi en termes de statut : avec les changements légaux liés au statut indien qui découlent des décisions judiciaires, comme dans le cas récent du jugement McIvor, un nouveau bassin de jeunes exerce une pression sur la prestation des services. Les centres doivent donc être proactifs et dynamiques. Le virage vers l'économie sociale qu'a entrepris le mouvement ces dernières années fait partie des stratégies qu'il s'est donné à cet égard.

Mais ce virage est aussi lié à la nécessité d'assurer la pérennité et le développement du mouvement. En effet, si nous voulons développer les trois volets de notre mission — améliorer la qualité de vie des Autochtones en milieu urbain; promouvoir la culture dans ce milieu; favoriser la cohabitation et le rapprochement entre les peuples —, et compte tenu du contexte d'incertitude budgétaire dans lequel nous nous trouvons, le Regroupement et les centres doivent innover et trouver leurs propres sources de financement, parfois de manière entièrement autonome, parfois en complémentarité avec certaines mesures gouvernementales.

La mission du Regroupement s'adresse à tous sans égard au statut de la clientèle, à la communauté d'origine ou au lieu de résidence. Notre politique en est une de « portes ouvertes » et c'est ainsi que nous contribuons à l'accroissement de la richesse collective en privilégiant autant le capital humain qu'économique.

**JOSÉE GOULET**  
**DIRECTRICE GÉNÉRALE, RCAAQ**



REGROUPEMENT  
DES CENTRES D'AMITIÉ  
AUTOCHTONES DU QUÉBEC



### 3.3 Le Centre Indien cri de Chibougamau

**L**e Centre Indien cri de Chibougamau (CICC) a été créé il y a quarante ans, en réponse au besoin grandissant d'hébergement de la population crie de la région du lac aux Dorés. L'histoire de la ville de Chibougamau est étroitement associée à celle de ce peuple et le CICC est devenu en quelque sorte un refuge, un point de rassemblement et un lieu de ressourcement sur plusieurs plans. C'est dans cet esprit de soutien et d'accompagnement que le CICC offre aujourd'hui des ateliers de toutes sortes, que ce soit pour soutenir la littératie, l'apprentissage parental ou pour offrir d'autres services-conseils. Il est évident que la création du village cri d'Oujé-Bougoumou dans les années 1980 a contribué à faire diminuer la population autochtone de Chibougamau, mais ce changement a été intégré par le CICC. Il y a maintenant une deuxième et une troisième générations d'Autochtones qui habitent Chibougamau, de même que des jeunes familles qui veulent s'instruire et qui choisissent de continuer de s'y investir.

Le CICC cherche à mieux cibler ses actions en offrant des services précis : pour combattre le décrochage scolaire, il investit dans l'aide aux devoirs; pour réduire les effets de l'itinérance, il offre des services de repas gratuits. Il y a une demande de plus en plus importante à ce sujet, même si les institutions cries proposent de nouveaux moyens, conséquemment à la signature récente d'ententes avec les deux paliers de gouvernements. Rappelons cependant que ce ne sont pas les gens individuellement qui sont devenus riches; ce sont les institutions. Il y a aussi des besoins psychosociaux importants liés aux retombées des pensionnats indiens. Les communautés cries sont déjà présentes dans ce dossier mais le CICC a aussi un rôle à jouer.

Une autre réalisation du CICC est son centre de documentation où on recense la riche histoire de la région en photos, en documents, maintenant numérisés. Le centre s'est donné comme objectif de rendre disponible cette information. Le CICC compte aussi une boutique d'artisanat qui fonctionne très bien de même qu'un service d'hébergement de douze lits; ce service est aussi important qu'il l'était au début, notamment pour des raisons médicales.

En somme, le CICC est sollicité et impliqué dans de nombreuses activités, services et événements, mais son plus grand défi demeure l'amélioration des relations entre les diverses communautés que l'on retrouve en ville. Il est connu que les Cries sont pour la plupart anglophones tandis que la population non-autochtone est principalement francophone. Cette situation fait que le CICC joue constamment le rôle d'interprète linguistique et culturel. Il est de plus clair aux yeux des organismes communautaires et municipaux que le CICC est un partenaire, au même titre que les communautés d'Oujé-Bougoumou et de Mistissini, dans le domaine scolaire ou en santé.

S'il y a un message que le CICC veut transmettre à l'ensemble de la population de Chibougamau, c'est qu'il n'y a pas qu'une seule « race ». Le combat qu'il mène contre le racisme se traduit dans ses actions, écrits, ateliers et conversations. Chibougamau signifie « point rencontre entre les eaux » et le CICC joue le rôle de point de rencontre entre les peuples.

**JO-ANN TOULOUSE**  
**DIRECTRICE GÉNÉRALE, CICC**



### 3.4 Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

**L**e Centre d'amitié autochtone de Val d'Or (CAAVD) a trente-cinq ans; un peu comme le CICC Chibougamau, il s'est constitué comme un lieu de rencontre. Avant son existence, les gens se promenaient dans la rue, fréquentaient les parcs. Bien sûr, il y avait des restaurants, mais les gens avaient besoin d'un lieu, d'un espace pour se retrouver en tout temps sans avoir nécessairement besoin de manger ou de boire quelque chose. C'est pour cette raison qu'a été créé le CAAVD. Les gens de cette époque sont comme moi devenus grands-parents, et aujourd'hui leurs petits-enfants vont au CAAVD avec eux, un peu comme s'ils allaient à l'école de leurs enfants pour prendre un café. Bien sûr, c'est un lieu où ils discutent et se racontent plein d'histoires, mais c'est aussi un lieu qui répond à leurs besoins en fournissant des services; le centre a dû s'adapter aux changements majeurs que la ville de Val-d'Or a connus ainsi que la région et les communautés environnantes.

Ainsi, le CAAVD a dû s'adapter, par exemple dans le cas du règlement de la convention relative aux pensionnats indiens. Les gens victimes des pensionnats, il faut le rappeler, avaient réussi à enfouir leurs souvenirs si profondément qu'ils étaient « corrects » tant qu'on ne parlait pas du sujet. Quand l'attention publique s'est tournée vers ces souvenirs douloureux, beaucoup de gens ont revécu des événements traumatisants. Le centre a dû, et doit encore, offrir des services psychosociaux, des conseils pour la gestion des compensations, etc.

Le CAAVD est un complément de tous les services offerts dans la ville. Souvent, les Autochtones qui arrivent ou transitent en ville ne se sentent pas confortables avec les services offerts et préfèrent se tourner vers les centres. C'est pourquoi il faut aussi que les centres d'amitié autochtones fournissent des ressources et de l'information, par exemple au sujet des régimes de pensions de vieillesse. C'est avec l'évolution des choses que ce type de besoins survient, des besoins auxquels nous n'aurions jamais pensé mais qui sont néanmoins très importants, car le système de la société canadienne est complètement étranger pour les Autochtones qui arrivent en ville.

Le CAAVD offre aussi beaucoup de services aux jeunes car il s'est donné comme mandat de suivre le développement de l'enfant dès la petite enfance. Il a beaucoup misé sur les jeunes par nécessité; il y a certains jeunes qui se trouvent dans des situations très difficiles car leurs parents sont pour ainsi dire entre deux mondes, à la recherche d'une meilleure qualité de vie, et les enfants subissent les conséquences de cette transition. Le CAAVD permet aux jeunes de se sentir mieux, d'être moins à la merci de ces situations parfois défavorables, et permet une certaine préparation des enfants pour l'école par l'intermédiaire de son programme préscolaire.

Le CAAVD doit aussi composer avec d'autres défis : celui du logement en est un très important à Val-d'Or. Face à cette situation, le centre doit désormais d'agir en tant que promoteur pour les gens des Premières Nations au lieu d'attendre que la ville offre une réponse au déficit de logements. Le CAAVD travaille donc aussi à la préparation de projets pour combler ce déficit. Un autre phénomène grandissant auquel le CAAVD doit faire face est celui de l'itinérance. Le centre doit être prêt à recevoir ces gens et à leur fournir un refuge. Le CAAVD a aussi agrandi sa garderie pour répondre à la hausse de la demande et il agit à titre de promoteur dans la construction d'un centre d'affaires autochtones où on trouverait dans le même lieu physique un centre de formation, des services-conseils en entrepreneuriat, des bureaux de ressources humaines et de développement économique et communautaire.

**OSCAR KISTABISH**  
**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, CAAVD**

**P**our ma part, j'aimerais partager avec vous ce qui fait que j'occupe aujourd'hui la fonction de vice-présidente du conseil d'administration au CAAVD. Je pense que mon parcours peut aider à comprendre le rôle que peut jouer cet organisme dans la vie des Autochtones de la région.

Tout d'abord, je suis arrivée au CAAVD pour assumer les fonctions de directrice du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA) et veiller à son implantation au CAAVD et au Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre. Le programme est toujours en vigueur dix ans plus tard dans ces deux centres. Quelques années plus tard, j'ai quitté le CAAVD pour aller travailler à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). Pour la toute première fois de ma vie, j'allais travailler dans une organisation allochtone, avec toutes les différences que ce changement implique sur le plan de la culture organisationnelle.

Lorsque je suis arrivée à l'UQAT, on m'a demandé de faire partie de divers comités. Très rapidement, j'ai compris que ces activités étaient très loin de ce qui me faisait vibrer. J'avais envie de m'impliquer dans un organisme où je n'étais pas seule à avoir des préoccupations autochtones. Quand j'ai eu l'occasion de retourner au CAAVD comme membre du conseil d'administration, je n'ai pas hésité une seconde : je souhaitais de tout cœur faire partie à part entière d'un groupe de personnes avec lesquelles je partageais des intérêts communs. Je suis au CA depuis quatre ans, dont deux ans à titre de vice-présidente, et je peux dire que mon engagement dans cet organisme répond à mes attentes et me permet d'apporter quelque chose de concret aux Autochtones.

Sur le plan des dossiers, de l'organisation, du travail d'équipe et de l'administration, le CAAVD est divisé en trois : le développement économique, le développement social et le développement communautaire. L'approche du CAAVD est holistique et elle vise tous les groupes d'âges. À l'instar du Regroupement, le CAAVD accueille n'importe qui, sans égard au statut, à l'origine; quiconque a besoin d'aide à Val-d'Or, quels que soient ses problèmes, en recevra au CAAVD. C'est pourquoi après trente-cinq années d'existence, le CAAVD revêt tant d'importance dans la vie des Autochtones de la région.

**JANET MARK**  
**VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, CAAVD**



### 3.5 Le Centre d'amitié autochtone de La Tuque

**C**omme les deux centres précédents, le Centre d'amitié autochtone de la Tuque (CAALT) célèbre ses 35 ans cette année. L'organisation du CAALT ressemble aussi à celle des deux autres centres, mais il n'a pas les mêmes moyens. Pour pallier cette situation, le CAALT a travaillé à développer des liens de confiance et à miser sur les occasions de partenariat avec les organismes et entreprises du milieu afin d'offrir des services adéquats répondant aux besoins des Autochtones de la région. Donc, même si le CAALT n'a pas les mêmes possibilités pour l'embauche de professionnels en santé, en ressources humaines ou en développement communautaire, il a construit des alliances qui lui permettent quand même de répondre aux besoins de la population autochtone de La Tuque et des environs.

*En tant qu'individu, je ressens un attachement particulier, au CAALT car plusieurs membres de ma famille en sont des membres fondateurs. J'y travaille depuis longtemps et j'ai vu les jeunes commencer leur carrière et développer leurs compétences au CAALT dans le cadre de projets d'été ou de projets spéciaux. Cela m'a convaincue de l'importance de développer des projets impliquant les jeunes familles. Il faut souligner que le RCAAQ contribue beaucoup au développement des programmes pour la jeunesse. Il y a aussi des programmes pour les aînés, car ceux-ci sont en vogue auprès des gouvernements. Heureusement, et ce financement accroît notre capacité d'offrir un plus large éventail de services pour les aînés.*

*Le CAALT a également mené une réflexion sur la situation des jeunes. Le CAALT tente de promouvoir la réinsertion en emploi des jeunes sous-scolarisés qui rencontrent de nombreux obstacles. Or, le CAALT a réalisé que lui-même, en tant qu'employeur, se pose des limites à la réalisation de cet objectif en ayant des réticences à les engager. Le CAALT s'est donc donné comme nouveau mandat de recommencer à offrir à ces jeunes la chance d'intégrer le marché du travail et de se joindre à une équipe : aujourd'hui, sept personnes correspondant à ce profil travaillent au CAALT. Pour l'aider à accomplir sa mission, le CAALT a fait appel à des bénévoles avec une longue expérience de vie afin d'aider les jeunes et les familles.*

*À propos de la promotion et de la préservation de la culture, nous avons mis sur pied des ateliers intergénérationnels qui permettent les échanges et la circulation des connaissances auprès des jeunes. Dans l'avenir, le CAALT aimerait aussi développer des projets d'économie sociale mais il sera important que ces initiatives partent de la base, d'une mobilisation des gens, afin que ces entreprises aient des assises solides. Ce sera donc un nouveau défi pour le CAALT.*

**CHRISTINE JEAN**  
**DIRECTRICE GÉNÉRALE, CAALT**



### 3.6 Le Centre d'amitié autochtone de Montréal

**C**réé en 1974, le Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) est un organisme dont les activités actuelles s'orientent beaucoup vers l'offre de services de base et autour du Centre jeunesse dont Jorge Herrera est le coordonnateur. Le CAAM a une politique de non-discrimination et certains de ces programmes, dont le service parajuridique autochtone, existent depuis près de 30 ans. Récemment, la ville de Montréal a été ajoutée à la Stratégie pour les autochtones vivant en milieu urbain (SAMU). Les fonds obtenus à travers cette stratégie fédérale concernent principalement le logement et la santé, mais le CAAM a beaucoup d'autres besoins auxquels pourraient se greffer des projets intégrant un volet recherche.

*Le chômage, l'exclusion sociale, les soins de santé spécialisés, les soins de santé mentale, la toxicomanie, l'itinérance, sont tous des phénomènes auxquels fait face la clientèle du CAAM, et les besoins sont criants dans ces secteurs. C'est pourquoi le CAAM est très enthousiaste à l'idée de faire partie de cette ARUC : il espère pouvoir développer, en partenariat, des analyses de données empiriques qui pourront légitimer les constats que fait le CAAM sur le terrain et renforcer la crédibilité de ses demandes de financement et de soutien auprès des organismes gouvernementaux ou d'autres organismes partenaires potentiels.*

#### **BRETT PINEAU** **DIRECTEUR GÉNÉRAL, CAAM**

**L**a mission du CAAM se compare à celle d'une ambassade communautaire en milieu urbain. Il fournit des services d'accompagnement pour la communauté autochtone. Les jeunes sont une priorité, car nous avons observé qu'il est impératif qu'ils développent une confiance en eux-mêmes et en l'avenir. Pour y arriver, il faut qu'ils puissent constater qu'effectivement, il y a de plus en plus de choix, un éventail d'opportunités qui s'offrent à eux afin d'améliorer leur qualité de vie. Il faut aussi réaliser que du point de vue des jeunes autochtones qui viennent à Montréal, se retrouver tout à coup dans la grande ville, représente un gros changement. Le CAAM est là pour les soutenir afin qu'ils surmontent les obstacles qu'ils rencontrent en développant leurs capacités ou en les incitant à prendre part à des projets et des activités que nous pilotons. L'un de ces projets est assez récent et porte sur l'économie sociale. En fait, à travers le travail et la créativité des jeunes, des projets sont mis sur pied dans le but de leur donner le goût de prendre des initiatives. Le CAAM met aussi sur pied des activités de création artistique et de promotion de la culture, comme la sculpture de la pierre à savon. Par tous les moyens, le CAAM travaille à mettre sur pied des projets de développement des capacités et de l'estime personnelle chez les jeunes à travers l'art et l'enseignement traditionnels transmis par les aînés.

*Le CAAM organise aussi des cercles d'emplois et des ateliers où l'on enseigne comment écrire son CV, passer une entrevue, etc. Il accompagne les mères célibataires qui doivent discuter avec les instances gouvernementales : parfois elles ont besoin d'aide pour comprendre les procédures. Dans tous les cas, le CAAM doit à la fois être à l'écoute et intervenir, notamment auprès des institutions médicales, et ce, régulièrement. Ce travail mobilise grandement les ressources du Centre et représente un défi croissant, car nous manquons de services adaptés aux besoins des Autochtones dans les institutions officielles.*

*Pour toutes ces raisons, le CAAM est en processus de constitution de partenariats. Récemment, plusieurs jeunes de La Tuque et de Kahnawake ont formé une délégation pour aller au Mexique afin de se sensibiliser et d'acquérir de nouvelles connaissances à propos de l'entrepreneuriat social. Dans un tel contexte, ils sont aussi amenés à faire des contacts à l'extérieur de la communauté, à ouvrir leurs œillères pour saisir les occasions qui se présentent. Sur le plan organisationnel, il est évident que le CAAM est confronté à un décalage entre la croissance de la demande de services de première ligne et de services communautaires et les ressources limitées. Il considère l'ARUC comme une forme de levier pour parvenir à mieux rencontrer ses objectifs et à innover dans la mise en œuvre de sa mission.*

#### **JORGE HERRERA** **COORDONNATEUR JEUNESSE, CAAM**



### 3.7 Le Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre

**B**ien que ma participation au Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (CEAAS) soit très récente, je suis décidé à travailler pour son développement. Le centre a connu beaucoup de difficultés ces dernières années, mais l'amélioration est notable. Il doit se doter de nouveaux outils pour s'adapter au changement et faire en sorte que le personnel apprenne à travailler ensemble pour surmonter les défis. Le CEAAS a fêté son 30<sup>e</sup> anniversaire il y a quelques années.

Voici un petit texte qui explique un peu ses activités.

« Depuis 1978, le Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (CEAAS) élabore et offre des services et des programmes aux Autochtones de la région de Senneterre : Cris, Algonquins et Atikamekw. Avec les années, le Centre a permis, grâce à sa détermination et à son engagement communautaire, d'instaurer une authentique interrelation entre les Autochtones et les allochtones de la localité. La clientèle du centre se compose principalement de la collectivité autochtone de Senneterre, de la collectivité algonquine de Lac-Simon, ainsi que des collectivités criées de Waswanipi, d'Oujé-Bougoumou et de Mistissini.

Le Centre offre des services d'hébergement et de liaison en santé, de soutien en éducation et des activités préscolaires pour les 0-5 ans, un service d'information et d'aiguillage, un service de traduction et d'interprétation en langues autochtones, une soupe populaire, un centre d'interprétation, un service de dépannage et un service de transport des patients. Des programmes de sensibilisation culturelle, de sensibilisation à la toxicomanie, d'orientation, de développement économique et de prévention du suicide sont également offerts. Le Centre assure également la représentation de la collectivité autochtone de Senneterre auprès de diverses institutions et tables de concertation.

Le Nottaway Migwam est une activité socioculturelle dont le but est de promouvoir les relations interculturelles. Des ateliers culturels sont également offerts dans les écoles afin de mieux faire connaître la culture autochtone à tous les jeunes. Le Retour aux sources est une activité qui, au moyen de séjours en forêt, de camping ou d'excursions en canot, permet aux jeunes autochtones de mieux connaître leur culture ancestrale ».

Le CEAAS est très optimiste par rapport à sa participation dans ce projet ARUC.

**PHILIP ETAPP**  
**VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, CEAAS**



### 3.8 Le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière

**L**e Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL) a été fondé en 2001. C'est donc un centre très récent. Cette situation s'explique principalement par le fait que Joliette n'est pas un lieu traditionnel vers lequel convergent les Autochtones. Avec l'ouverture de la route vers Saint-Michel-des-Saints cependant, de plus en plus d'Autochtones ont choisi d'en faire leur pied-à-terre ou ont à transiter par cette ville.

L'équipe du CAAL se compose de trois ou quatre personnes, et de beaucoup de bénévoles. Le cœur de sa clientèle est constitué de jeunes familles. Sur le plan des activités, le CAAL s'implique beaucoup dans son milieu en faisant de la sensibilisation dans les écoles à propos des réalités autochtones. Il met aussi en œuvre un programme d'aide aux devoirs. Comme la principale clientèle du CAAL est constituée de jeunes familles, une place importante dans la planification des activités du centre est réservée aux parents; ils se rencontrent annuellement en assemblée pour transmettre des mandats au CAAL.

Le CAAL organise aussi des activités de transmission de la culture. Il le fait parfois en territoire, près de Manawan. Il offre aussi un service d'entretien ménager, qui permet de créer de l'emploi pour sa clientèle. Il s'affaire à donner de la formation. En somme, c'est un centre dynamique, qui se finance entièrement à partir de projets d'économie sociale, car depuis 1990, il y a un moratoire sur le financement de nouveaux centres d'amitié autochtones : le CAAL n'a pas accès au financement de base auquel ont accès le CICC, le CAAVD ou le CAALT, par exemple.

**AMÉLIE LAINÉ**  
**COORDONNATRICE DES PROGRAMMES, RCAAQ**



### 3.9 Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles

*L*e Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles (CAASI) est le dernier né de la famille des centres d'amitié : il a ouvert ses portes il y a un peu moins de deux ans. Il a été question plus tôt de la diversité des contextes urbains dans lesquels œuvrent les centres d'amitié; celui de Sept-Îles est unique, en ce sens que la communauté innue qui y réside est divisée en deux. Une partie se trouve en ville, tandis que l'autre se trouve à l'extérieur.

Mise à part cette spécificité, Sept-Îles est un point de convergence pour les Innus en provenance des communautés environnantes, qui viennent y chercher des services. Il est à noter que plusieurs personnes souhaitent quitter leur communauté pour accroître leurs possibilités. Des études menées récemment révèlent que 7 000 individus pourraient bénéficier des services offerts par le CAASI, même s'il est encore en période de démarrage. Dans le contexte actuel de la municipalité de Sept-Îles, il est impératif que soit instauré un lieu où les jeunes se sentiront chez eux. C'est un besoin auquel le CAASI doit répondre.

**JOSÉE LEBLANC**  
**DIRECTRICE GÉNÉRALE, CAASI**





### 3.10 Un troisième échange

À l'instar des séances précédentes, les participants/les participantes ont également été invités à exprimer leurs préoccupations, à formuler des questions et à faire connaître leurs points de vue. Comme il s'agissait du troisième et dernier échange de la rencontre, les participants/les participantes ont abordé de nombreux sujets, y compris des sujets qui avaient déjà été abordés précédemment.

#### Un retour sur la programmation de recherche initiale

En octobre 2008, peu avant le dépôt de la demande de subvention au concours des ARUC, une rencontre s'est tenue ici-même à Wendake afin d'échanger à propos des paramètres, des orientations, des stratégies de communication, des besoins exprimés par les gens des centres et des constats à l'égard de la situation actuelle. Cette rencontre a notamment permis de s'entendre sur certaines questions en matière de recherche. Premièrement, il a été convenu de produire un premier portrait général, en quelque sorte un état de la population autochtone composant avec la réalité urbaine et de son déploiement spatial à l'intérieur du Québec, dans les villes hôtes des centres d'amitiés et dans les centres urbains où la mobilisation est en émergence.

Deuxièmement, il a été convenu de produire une cartographie de la clientèle et des services offerts par chacun des centres, incluant un portrait de l'histoire des services des centres. Des études de cas correspondant à chacun des centres pourraient aussi être produites dans la foulée. L'histoire de l'institutionnalisation des centres présente aussi un grand intérêt. Les présentations de certains centres ont mis l'accent sur le fait qu'ils agissent en partenariat avec d'autres organismes. Parvenir à se retrouver dans cette complexité administrative et institutionnelle, à retracer les liens avec les organisations municipales, locales ou régionales est un des objectifs d'ODENA. Ce type d'informations n'a pas encore fait l'objet de compilation et d'analyse. Il avait également été décidé, lors de cette rencontre préalable, qu'une étude longitudinale de la population urbaine, au moyen de 500 entrevues semi-dirigées effectuées auprès de divers échantillons, serait mise en œuvre.

#### L'arrimage de l'ARUC avec les dossiers du RCAAQ et des centres

Des questions ont été formulées en regard des études de besoins en cours dans les différents centres : seraient-elles arrêtées? Seroient-elles intégrées à l'ARUC? Les codirectrices ont expliqué que les études de besoins se poursuivraient de la même manière qu'auparavant : l'ARUC ne remplacera pas ces initiatives. Il faut plutôt voir l'ARUC comme un complément afin de pousser plus loin les questionnements issus de ces études de besoins. On convient cependant qu'il sera nécessaire que l'information relative à ces différentes études circule parmi les membres de l'ARUC. Un bulletin de liaison qui assurerait une circulation continue de l'information, produit par le comité de coordination pourrait être mis sur pied.

Le Regroupement travaille présentement à élaborer des dossiers de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de santé publique à l'échelle provinciale; dans le cas de la lutte contre le racisme et la discrimination, le travail se fait aussi à l'échelle internationale. La mobilisation des connaissances encourage l'arrimage des activités de recherche et des pratiques de terrain; il ne faut pas craindre d'innover à cet égard tout en gardant nos objectifs à l'esprit. Cela pourrait aussi vouloir dire saisir le moment ou profiter d'un événement public

pour faire connaître les orientations de recherche sur ces questions (par exemple : les journées annuelles de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou encore la journée contre le racisme organisée chaque année par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or). Ces moments peuvent servir de tremplin pour la rédaction de documents d'information ou pour l'organisation d'ateliers de discussion.

Du côté des centres d'amitié, on a réitéré l'urgence de démarrer des projets de recherche portant sur des dossiers prioritaires, d'autant plus que des chercheurs ont manifesté leur intérêt pour les thématiques du logement, de la pauvreté, des aînés, du décrochage scolaire, des mères monoparentales, etc. Lorsqu'ils se présentent en commission parlementaire, en consultation publique ou en campagne de sensibilisation, les centres ont besoin d'outils découlant de la recherche. C'est la même chose lorsqu'il s'agit de rédiger des demandes de subvention : les centres se font régulièrement refuser des fonds faute de données précises. L'ARUC doit servir à remédier à cette situation.

### À propos du militantisme et du rôle du chercheur

#### ▪ Les questions des chercheurs

Après avoir entendu les présentations des centres et du Regroupement, de même que l'appel des directrices à saisir les occasions de mettre en valeur la recherche sur une thématique donnée, la question du rôle des chercheurs sur le plan de la militance a été soulevée. Est-ce que les recherches seront « des commandes »? Est-ce qu'il y aura des lignes directrices ou un comité en charge de trancher cette question ou est-ce que chacun pourra prendre la ligne de conduite qu'il souhaite?

#### ▪ La réponse des directrices de l'ARUC

Dans un premier temps, il a été clairement dit que la question des commandes ne se pose pas; on parle plutôt de convergence — *timing* — entre des demandes concrètes et des activités de recherche. Si l'ARUC se positionne sur les usages de la recherche, il s'agit désormais d'être attentif à ce qui se passe dans la réalité. C'est la conséquence d'une posture ouverte.

Dans un deuxième temps, le Regroupement ne s'attend nullement à ce que les chercheurs et l'ARUC deviennent des instruments de militance. Cette question est du ressort du Regroupement et des divers centres d'amitié; elle est intégrée à leur mission. Le positionnement des chercheurs sur cette question doit se faire de façon individuelle car le militantisme est plutôt l'affaire des personnes. L'existence d'une alliance est une occasion pour se doter d'outils et de données, qui nourriront les actions, les demandes. La recherche, effectuée rigoureusement, sera là pour renforcer la crédibilité des revendications, et pour appuyer les centres.

#### ▪ Commentaires additionnels des chercheurs

Sur la question de l'objectivité et compte tenu de la réponse du Regroupement, d'autres chercheurs s'entendaient pour dire que la meilleure façon de supporter les actions militantes, en tant que chercheur, est de contribuer à l'avancement des connaissances par la production de données crédibles obtenues à partir de recherches solides. Ils ont souligné l'importance d'être conscient des tensions qui peuvent exister, mais il est possible de supporter le militantisme tout en faisant du travail de recherche consciencieux et rigoureux.

D'autres chercheurs ont souhaité partager leur propre perspective sur la question du militantisme. On a ainsi affirmé avoir choisi de s'associer à l'ARUC pour pouvoir participer directement ou indirectement au mouvement social des centres d'amitié autochtones. En ce sens, certains s'interrogent sur la nécessité de ramener clairement ODENA à une base commune, au sein de laquelle la position par rapport au militantisme serait explicite. Au-delà de la production de nouvelles connaissances, intégrera-t-on des volets concernant spécifiquement les questions d'éthique, d'épistémologie? Ces dimensions participent sans aucun doute à l'édification du mouvement social des Autochtones en milieu urbain.

D'autres ont aussi voulu revenir sur l'idée de partenariat. Ceux-ci considèrent que la clé du partenariat est l'activité de coproduction des savoirs. Selon cette perspective, réaliser une collecte de données classique n'est pas cohérent avec la manière dont ils définissent leur rôle dans la recherche. Pour faire connaître cette approche, il semble nécessaire de mettre sur pied des ateliers dans lequel on ferait place au dialogue. En mettant l'accent sur la rencontre, il deviendra possible d'arriver à quelque chose de novateur et de parvenir à une véritable coproduction de savoirs.

### **À propos du renforcement des pratiques**

Des chercheurs ont souhaité aborder la question du renforcement des pratiques et formuler quelques suggestions. Le mouvement des centres d'amitié autochtones a forcément développé avec les années des pratiques reflétant son expertise. Pour soutenir ces dernières, il serait sûrement intéressant de voir comment tout le travail de recherche mené dans le domaine du développement communautaire pourrait permettre aux centres d'amitié autochtones d'accroître leur efficacité dans leurs différents champs d'action. Il n'est pas question ici de nier la spécialité des domaines d'expertise des centres d'amitié, mais il serait surprenant que les pratiques soient si radicalement différentes de ce qui se fait dans d'autres domaines et qu'il n'y ait pas de leçons à en tirer. Dans un projet d'ARUC comme ODENA, il peut être important de garder la porte ouverte pour d'autres initiatives susceptibles de bonifier ce qui se fait sur le terrain.

Cette suggestion est liée en quelque sorte à la nature et à la portée des initiatives de mobilisation des connaissances qui découleront de l'ARUC. Ce qui servira à l'interne, c'est-à-dire aux centres dans le déploiement de leur action, et ce qui pourra être utilisé à l'externe, par exemple dans le travail de représentation du RCAAQ, ne sera pas forcément du même ordre. Plus l'information produite à l'interne (concernant les pratiques, la mise en œuvre des programmes, la vision) sera claire et pertinente, plus les actions à l'externe auprès des gouvernements ou autres instances seront efficaces. Il importe que tous aient conscience de ces différences d'échelle.

### **Les points d'information sur l'équipe des chercheurs**

Des représentants des centres d'amitié souhaitaient avoir plus d'information sur le processus de sélection de l'équipe de chercheurs. Pourquoi n'y a-t-il pas de chercheurs autochtones? Ne doutant pas de la compétence des chercheurs de l'équipe actuelle, ils notent qu'il serait souhaitable, dans le cadre de cette ARUC, que la perspective autochtone ne soit pas seulement « étudiée » mais qu'elle imprègne les analyses.

Les codirectrices ont entériné cette observation et elles espèrent que de nouveaux doctorants autochtones se joindront à l'ARUC; tout sera mis en œuvre pour que des étudiants autochtones soient intégrés au projet. À propos des chercheurs autochtones, il faut

reconnaître que pour le moment il y en a effectivement très peu au Québec, pour toutes sortes de raisons. Mais il est souhaité que cette situation change à travers l'expérience d'ODENA.

### La suite

Malgré leurs bonnes intentions, les gens sont souvent surchargés dans leurs activités quotidiennes. Pour éviter que ces dernières prennent le dessus et minent l'avancement de l'ARUC, il est suggéré qu'un comité de travail réfléchisse à un plan d'action en plusieurs étapes : court, moyen et long terme.

Dans un même ordre d'idées, le Regroupement souligne qu'il faudra intégrer dans les échéanciers la production d'un état des lieux à partir de la documentation existante; il faut aussi prévoir du temps pour des activités et des ateliers qui permettront aux centres et aux chercheurs de se familiariser avec cette documentation. Pour agir, il faut plus que des données. Il a été suggéré par les codirectrices que l'arrimage entre la recherche et l'action des centres soit discuté par le comité de travail.

### 3.11 Décision concernant la création d'un comité de travail

#### LE MANDAT

Afin d'assurer un suivi efficace des activités de l'ARUC, l'assemblée s'est entendue sur la formation d'un comité de travail dont le mandat sera de :

- 1) rédiger un plan d'action global
- 2) préparer une proposition de structure de gouvernance

#### LA COMPOSITION

Étant donné que la représentativité des statuts constitue un des principes sur lesquels repose l'alliance ODENA, le comité de travail sera formé de chercheurs, de représentants du RCAAQ et des centres et d'une étudiante. Il a aussi été convenu que la coordonnatrice du réseau DIALOG, Julie Cunningham, participerait aux réunions de travail du comité.

- **ÉDITH CLOUTIER**, directrice générale, CAAVD
- **JULIE CUNNINGHAM**, coordonnatrice, DIALOG
- **SUZANNE DUGRÉ**, professeure associée, UQAT
- **JOSÉE GOULET**, directrice générale, RCAAQ
- **JACQUES KURTNESS**, professeur associé, UQAC
- **CHRISTINE JEAN**, directrice générale, CALT
- **XAVIER LELOUP**, professeur INRS
- **CAROLE LÉVESQUE**, professeure INRS et directrice de DIALOG

**KIM O'BOMSAWIN**, étudiante à la maîtrise UQAM



## Annexe 1 : Évaluation de l'activité

### Les chercheurs : 7 répondants

#### 1. Organisation générale

---

De manière unanime, les répondants se sont dits satisfaits de l'organisation générale de l'évènement. Seule une personne a mentionné être insatisfaite de l'information préalable.

#### 2. Aviez-vous des attentes particulières par rapport à cette rencontre? Si oui, précisez et dites si la rencontre y a répondu.

---

Trois personnes ont répondu qu'elles n'avaient pas d'attentes. Celles qui disent avoir eu des attentes ont mentionné qu'elles souhaitaient : mieux connaître les partenaires autochtones et leurs besoins; identifier les principaux thèmes de recherche; comprendre le fonctionnement de l'ARUC; ajuster les attentes respectives. Toutes ont répondu que la rencontre avait permis de répondre en partie seulement à ces attentes et qu'il restait du travail à faire.

#### 3. Pensez-vous que chaque personne a pu s'exprimer de façon ouverte et confiante?

---

De façon générale, les répondants ont exprimé leur satisfaction. Certains ont noté que la prise de parole était partagée et que la rencontre s'était déroulée dans la transparence, l'ouverture et le respect. D'autres auraient souhaité que les gens des Centres prennent davantage la parole, tout en soulignant que la présentation des Centres avait permis de retrouver un certain équilibre. Enfin, on suggère d'avoir recours à un animateur lors de la prochaine rencontre et de travailler en sous-groupes afin de rendre la prise de parole moins intimidante.

#### 4. Afin que chaque participant comprenne les orientations et les finalités de notre projet ARUC, y a-t-il des éléments sur lesquels vous souhaiteriez plus d'informations (ex. : la gouvernance, les objectifs, le financement, etc.)?

---

La majorité des préoccupations exprimées ici concernent la gouvernance et le fonctionnement général de l'ARUC. Certains se questionnent aussi sur l'implication des chercheurs (le maillage entre les chercheurs et les communautés), alors qu'un répondant se demande comment les gens des Centres sauront à qui s'adresser en cas de besoin particulier en recherche. Pour un autre répondant, les orientations et finalités de l'ARUC vont se définir et se préciser lors de sessions de travail ultérieures.

#### 5. Après avoir participé à cette rencontre, quel rôle aimeriez-vous jouer dans le projet ARUC ODENA? De quelle manière?

---

Les réponses varient d'une personne à l'autre : selon les besoins; en commentant les projets et leurs orientations; en contribuant à des travaux de recherche ou à des enquêtes terrain. Des thèmes de recherches ont été soulevés : le soutien aux enfants autochtones au Québec; le logement; l'urbanité; la mobilité; l'inconfort et l'insécurité; l'émergence d'une classe moyenne autochtone.

#### 6. Appréciation générale de la rencontre

---

**Points forts** : Les échanges informels favorisant des contacts plus personnels entre chercheurs et partenaires; la discussion collective et l'autoréflexion sur ce qui se met en place; l'atmosphère agréable; l'organisation exceptionnelle; la présentation du RCAAQ; la présentation de l'ARUC-ES; la présentation des Centres d'amitié; la discussion sur les orientations de l'ARUC.

**Points faibles** : Un bref résumé de la proposition aurait aidé à satisfaire ceux qui voulaient parler directement de contenu; il y a eu trop de place donnée aux chercheurs; le retard; les discussions trop « universitaires »; les gens des centres semblaient peu interpellés; il n'y a pas eu assez de temps pour discuter des prochaines étapes; la présentation des centres un peu trop longue; prévoir deux journées complètes la prochaine fois.

## Les centres : 13 répondants

### 1. Organisation générale

---

Presque la totalité des répondants se sont dits satisfaits de l'organisation générale de l'évènement. Quelques personnes ont dit être « neutres », alors qu'une seule personne s'est dite insatisfaite par rapport à l'information reçue au préalable.

### 2. Aviez-vous des attentes particulières par rapport à cette rencontre? Si oui, précisez et dites si la rencontre y a répondu.

---

Tous les répondants avaient des attentes. Plusieurs se questionnent sur la manière de travailler ensemble et sur la responsabilité de chacun dans l'ARUC; ils s'attendaient donc à obtenir plus d'informations sur le projet, à mieux connaître les objectifs et le plan d'action. Pour un répondant, cette rencontre a été le lieu et le moment d'arrimer le travail nécessaire à la mise en œuvre de l'ARUC (développer les thématiques). D'autres se préoccupaient des échanges avec les chercheurs.

### 3. Pensez-vous que chaque personne a pu s'exprimer de façon ouverte et confiante?

---

La majorité des répondants se sont dit satisfaits. Bien qu'il y ait eu un peu de gêne au départ, l'atmosphère amicale et professionnelle des personnes présentes a permis aux gens de s'exprimer librement. Pour un répondant, il est primordial de prendre sa place. Malgré tout, il est nécessaire de trouver un vocabulaire commun pour faciliter les échanges. Il faut aussi demander aux gens qui ne s'expriment pas souvent de le faire et de partager ce qu'ils ressentent. Un répondant a également senti une divergence dans la vision du partenariat, mais a reconnu une ouverture chez la majorité des participants. Lors des prochaines rencontres, favoriser les échanges en petits groupes.

### 4. Afin que chaque participant comprenne les orientations et les finalités du programme ARUC, y a-t-il des éléments sur lesquels vous souhaiteriez plus d'informations (ex. : la gouvernance, les objectifs, le financement, etc.)?

---

Plusieurs ont manifesté le désir d'avoir plus de renseignements sur le financement, sur le fonctionnement et la gouvernance de l'ARUC. Une personne a également mentionné vouloir plus d'informations sur le plan d'action et un suivi des projets en cours. Un répondant aimerait savoir si les groupes à Trois-Rivières et Chicoutimi seront approchés car ce serait pertinent.

### 5. Après avoir participé à cette rencontre, quel rôle aimeriez-vous jouer notre projet ARUC ODENA? De quelle manière?

---

Plusieurs ont manifesté le désir de s'impliquer à toutes les étapes de l'ARUC. Un répondant espère que tous les centres d'amitié répondront de façon dynamique. Plusieurs thèmes de recherche ont été soulevés : le soutien aux jeunes et aînés afin qu'ils ne perdent pas leur identité autochtone; les mouvements sociaux autochtones; l'impact socioéconomique d'un centre dans la dynamique urbaine; les défis de la jeunesse; la classe moyenne autochtone; la pauvreté et l'isolement des aînés; les dynamiques urbaines; les liens intergénérationnels; les outils pour réduire les impacts négatifs. Un répondant souligne l'importance que les centres soient partenaires à tous les niveaux et que l'on travaille sur une base consensuelle.

### 6. Appréciation générale de la rencontre

---

**Points forts :** Les nombreuses personnes ressources présentes; la qualité du travail effectué; les réponses claires; les présentations Power Point, les différences énormes entre acteurs; un projet génial et plus que pertinent; la documentation; le lancement; les tours de table des centres.

**Points faibles :** Accorder plus de temps aux échanges; la façon de recueillir les commentaires; une rencontre trop théorique; une introduction trop courte pour un sujet aussi complexe; le manque de variété des moyens d'intervention (tour de table, sous-groupes, etc.); l'impression que l'objectif de partir sur les mêmes bases communes et de se diriger vers des objectifs commun n'est pas atteint.



## Annexe 2 : Participants | Participantes

**PHILIPPE APPARICIO professeur**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[Philippe.Apparicio@ucs.inrs.ca](mailto:Philippe.Apparicio@ucs.inrs.ca)

**PATRICIA AUCLAIR coordonnatrice des communications et des projets spéciaux**

Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec  
[patricia.auclair@caaq.info](mailto:patricia.auclair@caaq.info)

**MAURICE BONIN coordonnateur**

Centre d'amitié autochtone de Lanaudière  
[caal@xittel.ca](mailto:caal@xittel.ca)

**FRÉDÉRIC BORDELEAU président du conseil d'administration**

Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre  
[ceaas@hotmail.com](mailto:ceaas@hotmail.com)

**JULIE-ANNE BOUDREAU professeure**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[Julie-Anne.Boudreau@ucs.inrs.ca](mailto:Julie-Anne.Boudreau@ucs.inrs.ca)

**ÉDITH CLOUTIER directrice générale**

Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or  
Présidente Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec  
Membre du bureau de direction de DIALOG  
[edith.cloutier@caavd-vdnfc.ca](mailto:edith.cloutier@caavd-vdnfc.ca)

**IOANA COMAT étudiante au doctorat**

Département de géographie, Université Laval  
[ioana.comat@ucs.inrs.ca](mailto:ioana.comat@ucs.inrs.ca)

**JULIE COURTOIS-GIRARD coordonnatrice des partenariats**

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec  
[julie.courtoisgirard@caaq.info](mailto:julie.courtoisgirard@caaq.info)

**JULIE CUNNINGHAM coordonnatrice du réseau DIALOG**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[julie.cunningham@ucs.inrs.ca](mailto:julie.cunningham@ucs.inrs.ca)

**CAROLINE DESBIENS professeure**

Département de géographie, Université Laval  
Membre du bureau de direction de DIALOG  
[caroline.desbiens@ggr.ulaval.ca](mailto:caroline.desbiens@ggr.ulaval.ca)

**SUZANNE DUGRÉ professeure associée**

Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social  
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue  
Membre du bureau de direction de DIALOG  
[suzanne.dugre@uqat.ca](mailto:suzanne.dugre@uqat.ca)

**THOMAS EINISH président du conseil d'administration**

Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles  
[caasi@globetrotter.net](mailto:caasi@globetrotter.net)

**PHILIP ETAPP vice-président du conseil d'administration**

Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre  
[ceaas@hotmail.com](mailto:ceaas@hotmail.com)

**NICOLE GALLANT professeure**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[Nicole.Gallant@ucs.inrs.ca](mailto:Nicole.Gallant@ucs.inrs.ca)

**JOSÉE GOULET directrice générale**

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec  
[josee.goulet@rcaaq.info](mailto:josee.goulet@rcaaq.info)

**JORGE HERRERA représentant jeunesse**

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec  
[Youth.Coordinator@nfcsm.org](mailto:Youth.Coordinator@nfcsm.org)

**MYLÈNE JACCOUD professeure**

École de criminologie, Université de Montréal  
Membre du bureau de direction de DIALOG  
[jaccoudm@crim.umontreal.ca](mailto:jaccoudm@crim.umontreal.ca)

**CHRISTINE JEAN directrice générale**

Centre d'amitié autochtone de La Tuque  
[dir.gen@lino.com](mailto:dir.gen@lino.com)

**OSCAR KISTABISH président du conseil d'administration et aîné**

Centre d'amitié autochtone de Val- d'Or  
[okistabish@hotmail.com](mailto:okistabish@hotmail.com)

**JACQUES KURTNESSE professeur associé Université du Québec à Chicoutimi**

Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador  
Membre du bureau de direction de DIALOG  
[kurtness.jacques@cqocable.ca](mailto:kurtness.jacques@cqocable.ca)

**AMÉLIE LAINÉ coordonnatrice des programmes**

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec  
[amelie.laine@rcaaq.info](mailto:amelie.laine@rcaaq.info)

**DANIELLE LAROSE conseillère en développement local**

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec  
[danielle.larose@rcaaq.info](mailto:danielle.larose@rcaaq.info)

**JOSÉE LEBLANC directrice générale**

Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles  
[caasi@globetrotter.net](mailto:caasi@globetrotter.net)

**JEAN LECLAIR professeur**

Faculté de Droit, Université de Montréal  
[jean.leclair@umontreal.ca](mailto:jean.leclair@umontreal.ca)

**XAVIER LELOUP professeur**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[Xavier.Leloup@ucs.inrs.ca](mailto:Xavier.Leloup@ucs.inrs.ca)

**FRÉDÉRIC LESEMANN professeur**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[frederic.lesemann@ucs.inrs.ca](mailto:frederic.lesemann@ucs.inrs.ca)

**CAROLE LÉVESQUE professeure/directrice de DIALOG**

Institut national de la recherche scientifique — Centre Urbanisation Culture Société  
[carole.levesque@ucs.inrs.ca](mailto:carole.levesque@ucs.inrs.ca)



**PETER N. LEVESQUE directeur**

Knowledge Mobilization Works  
Comité conseil de DIALOG  
[pnlevesque@gmail.com](mailto:pnlevesque@gmail.com)

**SUZANNE MANNINGHAM professeure**

Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social  
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue  
[suzanne.manningham@uqat.ca](mailto:suzanne.manningham@uqat.ca)

**JANET MARK vice-présidente, conseil d'administration**

Centre d'amitié autochtone de Val- d'Or  
Membre du réseau DIALOG  
[janet.mark@uqat.ca](mailto:janet.mark@uqat.ca)

**MARIE-HÉLÈNE MÉTHÉ directrice générale adjointe et responsable des régions**

Chantier de l'économie sociale  
[mariehelene.methe@chantier.qc.ca](mailto:mariehelene.methe@chantier.qc.ca)

**BRIAN MOORE président, conseil d'administration**

Centre indien cri de Chibougamau  
[cicc.director@lino.com](mailto:cicc.director@lino.com)

**KIM O'BOMSAWIN étudiante à la maîtrise**

Département de sociologie, Université du Québec à Montréal  
[kim.obomsawin@ucs.inrs.ca](mailto:kim.obomsawin@ucs.inrs.ca)

**BRETT PINEAU directeur général**

Centre d'amitié autochtone de Montréal  
[executive.director@nfc.org](mailto:executive.director@nfc.org)

**DANIEL SALÉE professeur**

École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia  
Membre du bureau de direction de DIALOG  
[salee@alcor.concordia.ca](mailto:salee@alcor.concordia.ca)

**TANYA SIROIS comptable**

Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec  
[tanya.sirois@rcaaq.info](mailto:tanya.sirois@rcaaq.info)

**Jo-ANN TOULOUSE directrice générale**

Centre indien cri de Chibougamau  
[cicc.director@lino.com](mailto:cicc.director@lino.com)

**DAVID WELCH professeur**

École de service social, Université d'Ottawa  
[dwelch@uottawa.ca](mailto:dwelch@uottawa.ca)

